

Décision du Président n°2024-05-013

Objet : Attribution du marché de gestion de la station Sports Nature de Belle-Isle-En-Terre

Le Président de Guingamp-Paimpol Agglomération ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la commande publique, notamment l'article R2123-1 1° ;

Vu les délibérations DEL2020-07-234 du 16 juillet 2020, DEL2020-09-265 du 15 septembre 2020 et DEL 2021-03-032 du 23 mars 2021 portant délégation d'attribution du Conseil d'Agglomération au Président ;

Vu les crédits inscrits au budget de Guingamp-Paimpol Agglomération ;

Considérant la consultation, publiée sur MEGALIS le 7 mars 2024 et dans un journal d'annonces légales le 11 mars 2024, passée en procédure adaptée ouverte, en vue de l'attribution du marché pour la Gestion de la station Sports Nature de Belle-Isle-En-Terre.

Vu l'avis favorable de la Commission MAPA réunie le 16 avril 2024 et le 28 mai 2024

Considérant que le Conseil d'Agglomération a chargé le Président, par délégation, de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres, d'un montant inférieur aux seuils de procédures formalisées, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits budgétaires sont inscrits au budget ;

DECIDE

Article 1 : D'attribuer le marché à l'offre économiquement la plus avantageuse, qui sont celle du candidat désigné ci-après ;

Montant: 73 330 € TTC Association non assujettie à la TVA			
Eau & Rivières de Bretagne	2 rue Crec'h Ugen	22810	Belle-Isle-en-Terre

Article 2 : D'autoriser Monsieur le Président à signer tous les documents relatifs à ce marché y compris les modifications s'avérant nécessaires en cours d'exécution (modification conventionnelle ou unilatérale), ainsi que les actes spéciaux de sous-traitance ;

Article 3 : La présente décision fera l'objet d'un compte rendu lors de la prochaine réunion du Conseil d'Agglomération et sera affichée et publiée au recueil des actes administratifs de Guingamp-Paimpol Agglomération.

Article 4 : La présente décision sera transmise au Représentant de l'Etat ;

Article 5 : Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rennes, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.

A Guingamp, le 29/05/2024

Le Président
Vincent LE MEAUX

